

## Le Siècle des Lumières

L'écologie politique pose un défi redoutable aux puissances économiques mondiales. Celui de la préservation simultanée des ressources naturelles, du confort et des profits matériels et financiers. L'action politique tergiverse. Ses décisions balancent entre l'ajournement récurrent de mesures successives et progressives et l'application immédiate de mesures radicales. Toutes visent à terme la fin d'un modèle de développement économique mortifère. L'écologie politique diffère de la politique ordinaire. Elle intègre la notion d'action politique par réaction et par anticipation. Sa cause vise les conséquences d'un modèle de développement économique ruineux dont la viabilité est décriée. Les conséquences attendues de l'écologie politique sont la croissance raisonnable et le développement durable. D'où l'idée d'action politique raisonnable et durable. L'écologie politique nécessite des choix ponctuels mais un engagement permanent. Des choix judicieux, entre les sources énergétiques les plus aisément mobilisables, les plus respectueux de l'environnement. Des choix cohérents, entre les méthodes de production porteuses de croissance et de développement, les plus respectueux de l'humain. L'écologie politique vise le recours « serein » aux ressources naturelles comme aux techniques industrielles (eau, air, bois, charbon, gaz, pétrole, nucléaire, solaire, éolien, hydrogène) qui ont davantage changé, au cours de l'histoire industrielle, que leur destination finale (confort, transport, production), qui n'évolue guère.

Décider l'abandon radical des sources d'énergies et des techniques contemporaines polluantes ne peut être sans conséquences immédiates sur l'économie et les finances. Or l'écologie politique requiert, plus que jamais, l'engagement conséquent et permanent de la finance. Et la finance vise le profit que dégage l'économie contemporaine voire celle d'un avenir proche. Le défi de l'écologie politique ne peut être relevé sans l'agrément des acteurs de l'économie (ménages, entreprises, collectivités) à qui elle s'adresse directement. Les politiques ne pourront jamais hypothéquer le présent pour l'avenir, sans l'appui d'un panel de techniques et d'énergies mobilisables, sur le champ. Par conséquent, engager les acteurs de l'économie dans une vague de réformes écologiques drastiques, dans un délai imparti, relève de l'« industrie politique ». Ce genre de projets « pharaoniques », dont la marque de fabrique est la « procrastination », réservent des imprévus à leurs promoteurs, qui, contraints de répondre à l'exigence de crédibilité, recourent impunément aux expédients, financiers et techniques, hasardeux (surendettement pour la construction, la mise en route et l'entretien des sites ; exportations ou enfouissement de déchets). Ce qui occasionne parfois davantage de risques sociaux, sanitaires et technologiques, qu'il n'y en avait dans le modèle à dépasser (cf. dangerosité et cout du traitement des déchets nucléaire, pour l'industrie ; désorganisation culturelle et sociale conséquence de la révolution verte, pour l'agriculture). Décider de tout, pour tout, est un risque à ne plus prendre. Chaque quinquennat devrait, par conséquent, contribuer à la réalisation concrète, d'un unique objectif « raisonnable », qui parle à tout le monde, en contribuant à l'ambition générale et dont les retombées demeuraient « visibles » et « palpables », à chaque alternance de gouvernement. Qui peut totalement s'extraire du présent pour concevoir l'avenir dans sa totalité ? Quelles sont les vertus des grands défis politiques, tels que la conquête de la Lune, lorsque les retombées pratiques dans le quotidien des Humains, demeurent à ce point infimes ? Je propose, par conséquent, que 100 % de l'éclairage électrique public « extérieur » soit rendu « propre » et « gratuit », sur l'ensemble du territoire, en l'espace d'un seul quinquennat.

Pourquoi envisager un tel projet ? Parce qu'on ne porte plus attention aux cycles naturels de la journée et des saisons comme le faisaient autrefois nos prédécesseurs. Nos modes de vie modernes concourent de toute évidence aux dérèglements climatique et biologique. On a même oublié le rôle primordial qu'a joué la lumière dans l'avènement de nos sociétés modernes comme dans nos vies propres. Combinées, la lumière naturelle et la lumière artificielle, ont au moins autant contribué que la combustion, au maintien et au développement économique, culturel et politique de la France. A-t-on idée du surcout auquel la production et la commercialisation des richesses nationales seraient soumises, si elles devaient être réalisées uniquement, sous éclairage artificiel ? Sera-t-il, un jour, envisageable d'user gratuitement de la lumière artificielle, comme on use de l'air naturel, pour vivre, produire et consommer ? Car nos prédécesseurs ont, pour leur confort (chauffage, cuisine, etc.), pour leur transport (personnel, public, marchandises, etc.) et pour leurs productions (domestiques, artisanales, industrielles, etc.), réalisé des combustions, en recourant à l'air ambiant, totalement gratuit, et libéré dans l'atmosphère, les gaz à effet de serre, aujourd'hui responsables de la pollution atmosphérique et du réchauffement climatique. Ils n'ont cessé de prolonger leurs activités, bien au-delà de la période diurne, en usant également de techniques de combustion (bougies, lampes à huile, bec à gaz, ampoules électriques) qu'ils améliorèrent afin de les rendre plus sûrs et plus économes, pour reproduire les qualités et les bienfaits de la lumière du jour. Ils n'ont pas agi ainsi simplement pour régler leurs charges mais bien pour réaliser les bénéfices qui autorisent la reproduction voire la démultiplication « confortable » des activités humaines parce que la lumière naturelle restait largement insuffisante, en qualité et en quantité, à satisfaire, déjà, les besoins des économies traditionnelles et plus encore, désormais, les économies avancées du Nord. Et bien qu'on ne sache plus vraiment ce que vise le changement d'heure bisannuel (heure d'été/heure d'hiver), un pays comme la France, une puissance nucléaire de premier rang, opère ce changement, avant tout pour des motifs techniques et économiques.

Comment réaliser un tel projet ? La source énergétique change pour des questions de coûts-bénéfices parce que sa destination finale demeure strictement d'ordre économique. L'énergie nucléaire émerge singulièrement pour répondre à deux chocs pétroliers. Donc l'adaptation de la « donne » économique à la « donne » écologique ne sera résolue que lorsque la « donne » culturelle pèsera puissamment sur la « donne » politique, pour qu'à son tour, la « recherche scientifique et technique » développe et mette en œuvre, avec le soutien de la « finance », les moyens d'assurer, d'abord la préservation et ensuite la croissance, d'un modèle de société dont le niveau reste, satisfaisant et constant, en plus de la sobriété. C'est clairement inciter aux sacrifices vertueux contre un bénéfice économique et un confort matériel. Il faut donc préserver l'ensemble des techniques énergétiques à disposition et mieux réfléchir à leur destination finale, segmenter la distribution d'énergie, pour attribuer à chaque secteur de consommation et selon les postes, une source d'énergie raisonnable ou optimale. Commuter un mix de sources énergétiques et de techniques de production d'énergie semble plus sage que d'affirmer, tout de suite et maintenant, avoir la réponse énergétique à tout, pour tout et à jamais ! Une source énergétique ne peut être que temporairement « fixe » parce qu'elle est requise aux besoins changeants, croissants ou décroissants, des sociétés avancées ou en développement et reste sensible aux notions d'utilité, de coût et de bénéfice pour la société comme pour l'utilisateur. La vertu n'est-elle qu'un demi-luxe ? Oui ! Car le luxe serait que chaque source d'énergie génère, en outre, d'autres sources d'énergies alternatives, éventuellement décroissantes en puissance mais croissante en sobriété et même des revenus ! Pour tenter de créer un tel « cercle vertueux », j'envisage deux pistes. La première piste est celle du pétrole « bleu ».

Mais est-il convenable de recourir à la combustion d'un carburant « vert » pour produire de l'électricité à des fins d'éclairage ? Doit-on réserver uniquement ce carburant à la motorisation des transports ? Même si de prime abord cela paraît rétrograde, je constate que nos partenaires allemands, procèdent toujours à la combustion de charbon de terre, pour produire de l'électricité. L'huile organique brute, à la base du carburant « bleu », résulte de la culture de phytoplanctons, dans un environnement surchargé de gaz carbonique, suffisamment baigné de lumière naturelle. Comme la combustion nécessaire à la production d'électricité à destination de l'éclairage public est génératrice de gaz carbonique et de lumière, ne pourrait-on pas envisager de combiner une unité de production d'huile organique avec une raffinerie et une unité de production d'électricité, pour qu'au-delà de leurs productions respectives, elles s'échangent les matières premières et alimentent gracieusement un territoire rural, une ville moyenne, une métropole régionale voire la capitale ? La deuxième piste est celle de l'hydrogène. La France a tout récemment livré à l'Allemagne des trains à hydrogène. Si cette technique sans impact sur l'environnement peut être « embarquée » pour animer des motrices ferroviaires, sur distance moyenne et à des vitesses raisonnables, ne serait-il pas judicieux, d'y recourir également de façon permanente, sur un site industriel, pour produire de l'électricité à finalité d'éclairage public ? Je pense donc qu'il est plus raisonnable et plus durable, dans cette période de transition, d'atteindre, en premier lieu, la stabilité vertueuse dans la sobriété, plutôt que de rechercher, en dernier lieu, le défi technique, qui parera tous les contrecoups des activités humaines nocives. Une innovation est une invention qui trouve une application !

Ne dit-on pas de la France, « *Patrie des Droits de l'Homme* », qu'elle est le « *Phare du Monde* » ? Ne dit-on pas de Paris qu'elle est la « *Ville Lumière* » ? La France a-t-elle vraiment besoin de décrocher la Lune ? La France rayonne plus que jamais sur la politique internationale, comme le Soleil sur le Monde, depuis les Accords de Paris ! Que faire de plus ? Prolonger sa Raison d'être, confirmer son Génie et surtout éblouir, une fois de plus, ses admirateurs comme ses détracteurs, en illuminant la Ville de Paris et l'Expo 2025, sans impact sur l'écosystème.

**Robert Bousba, socialiste « autonome », à Provins.**